



## Chapitre A-2

### LOI SUR LES ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

#### SECTION I

##### DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Conseils municipaux.

**1.** La présente loi n'affecte en rien les pouvoirs et les devoirs des conseils municipaux, locaux, ou de comté, sauf lorsqu'une disposition de cette loi le déclare expressément.

S. R. 1964, c. 130, a. 1.

#### SECTION II

##### DE LA VIOLATION DE PROPRIÉTÉS ET DES DOMMAGES QUI Y SONT CAUSÉS

Violation de propriété.  
Amende.

**2.** Excepté dans l'exercice de quelque devoir imposé par la loi, personne ne doit entrer ni passer sur les terrains et sur les grèves ou battures appartenant à quelque personne, corps ou corporation, sans la permission du propriétaire ou de son représentant, sous peine d'une amende de pas moins de cinq à cent dollars.

Cours d'eau.

Il est néanmoins permis de faire usage des rivières ou cours d'eau, lacs, étangs ou ruisseaux dans lesquels une ou plusieurs personnes sont intéressées ou obligées, ainsi que de leurs rives, pour le transport de toute espèce de bois, pour la conduite des bateaux, bacs et canots; à la charge cependant de réparer aussitôt les dommages résultant de l'exercice de ce droit, ainsi que les clôtures, égouts ou fossés qui ont été endommagés.

S. R. 1964, c. 130, a. 2.

Arrestation.

**3.** Le propriétaire, ou son représentant, ou son serviteur, peut arrêter, sans mandat, toute personne sur le fait de contravention à l'article 2, et l'amener ou la faire amener immédiatement devant un juge de paix.

S. R. 1964, c. 130, a. 3.

Dommages à la propriété.

**4.** 1. Toute personne qui, sur un terrain ou sur une grève ou batture appartenant à quelque personne, corps ou corporation, laisse une barrière ouverte, abat, coupe, brise, enlève ou endommage une clôture; coupe ou détruit quelque haie; coupe, écrase, abat, enlève ou endommage un arbre, un arbrisseau ou une plante; enlève une embarcation, un bac ou un bateau des bords d'une rivière ou autre lieu, y brûle ou enlève du bois, pendant le jour, encourt une amende de pas moins d'un ni de plus de six dollars; si la même faute est commise pendant la nuit, l'amende est double, et dans l'un et l'autre cas la personne qui la commet peut aussi être condamnée aux dommages.

Enlèvement de clôtures.

2. Toute personne qui abat ou enlève partie d'une clôture ou qui est trouvée sur une terre, une grève ou une batture, sur un grand chemin ou une route, ayant en sa possession partie des matériaux d'une clôture, peut être arrêtée sans mandat, soit par le propriétaire ou quelqu'un de ses employés, ou par toute personne qui a connaissance de l'infraction, et être traduite devant un juge de paix, lequel peut l'emprisonner, jusqu'à plus ample examen, pendant un temps n'excédant pas vingt-quatre heures, ou l'admettre à caution si elle en peut fournir à sa satisfaction.

Arrangement.

3. La personne ainsi arrêtée peut, cependant, prendre arrangement avec le propriétaire ou le plaignant, et être déchargée après que tous les frais, dommages et amendes encourus jusqu'alors ont été payés.

S. R. 1964, c. 130, a. 4.

Possession illégale de bois.  
Peine.

**5.** Toute personne trouvée soit dans une forêt réservée principalement pour le bois de chauffage, ou pour y faire du sucre, ou pour d'autres fins, ou sur un chemin dans le voisinage de telle forêt, ayant en sa possession quelque arbre ou partie d'arbre, qui, sur interrogatoire par la personne qui a droit de propriété, dans cette forêt ou dans une de ses parties, qu'elle soit divisée ou non, ou qui a le droit d'y couper du bois, ou par quelqu'un agissant au nom de cette personne, ou par le garde de la forêt ou d'une de ses parties, refuse de rendre compte d'une manière satisfaisante du fait qu'elle est devenue en possession de cet arbre ou partie d'arbre, peut être amenée par la personne qui l'a interrogée, devant tout juge de paix; et si cette personne ne justifie pas devant lui de la légalité de sa possession de cet arbre ou partie d'arbre, elle encourt et paye, sur conviction devant ce juge de paix, en sus de la valeur de tel arbre ou partie d'arbre ainsi trouvé, une somme n'excédant pas vingt-cinq dollars.

S. R. 1964, c. 130, a. 5.

### SECTION III

#### DES NUISANCES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI

- Halage de bois. **6.** 1. Si du bois de construction, ou autre bois de quelque espèce que ce soit, est transporté, d'une manière ou d'une autre, sur le terrain ou sur les grèves voisines des lacs ou des rivières flottables et navigables, et y reste jusqu'au premier jour de juin, le possesseur ou l'occupant de ce terrain ou de ces grèves peut alors le faire haler et le faire mettre en lieu de sûreté.
- Avis. Vente. 2. Ce possesseur ou occupant doit alors donner avis public, conformément au Code municipal, que ce bois (désignant l'espèce de bois et les marques qu'il porte), a été trouvé sur son terrain ou sa grève, qu'il est en tel endroit, et que si les dépenses faites pour la publication de l'avis et pour le haler jusqu'à cet endroit, ainsi que les dommages, s'il y en a, ne sont pas payés avant tel jour et avant la vente, ce bois sera vendu publiquement, par l'inspecteur de voirie ou l'inspecteur agraire, au plus haut enchérisseur.
- Produit. 3. Le produit de la vente sert à payer les dépenses et dommages qu'a occasionnés ce bois, et, s'il y a du surplus, il est remis au secrétaire-trésorier de la municipalité où le bois a été trouvé, et s'il n'existe pas de semblable municipalité, au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, et il forme partie des fonds de cette municipalité, si dans le courant d'une année du jour de la vente le surplus provenant de cette vente n'est pas réclamé par le propriétaire du bois ou par son représentant.

S. R. 1964, c. 130, a. 6.

### SECTION IV

#### DES MAUVAISES HERBES

- Règlements. **7.** 1. Le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, faire de temps à autre, des règlements:
- a) Pour désigner quelles plantes sont considérées comme mauvaises herbes;
  - b) Pour nommer un inspecteur général et les autres officiers nécessaires à la mise à exécution de la présente section et pourvoir à leur rémunération;
  - c) Pour toutes autres fins se rapportant à cette mise à exécution.
- Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Destruction des mauvaises herbes. 2. À compter de la date de la publication des règlements ci-dessus mentionnés, tout propriétaire, occupant ou exploitant d'une terre, d'un terrain ou d'un lot cultivé ou non, que ce propriétaire, occupant ou exploitant, y réside ou non, doit détruire les mauvaises

- herbes considérées comme telles par l'arrêté du gouvernement, avant la maturité de leurs graines.
- Inspecteurs. 3. Toute corporation municipale peut, et, sur demande écrite de trois contribuables agriculteurs, doit nommer avant le premier mai de chaque année, un ou plusieurs inspecteurs chargés de l'application de la présente section dans les limites de la municipalité.
- Avis. 4. Si le propriétaire, l'occupant, l'exploitant, résidant ou non résidant comme susdit, néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions de la présente section, il est du devoir de l'inspecteur de l'avertir par avis spécial écrit d'avoir à s'y conformer dans les huit jours de l'avis.
- Destruction par l'inspecteur. Si, à l'expiration du délai, la personne ainsi avisée ne s'est pas conformée aux exigences de la présente section, l'inspecteur a le droit de détruire lui-même ou de faire détruire par une autre personne lesdites mauvaises herbes aux dépens de cette personne, recouvrables par la corporation municipale, de la même manière que les taxes municipales ordinaires.
- S. R. 1964, c. 130, a. 7; 1968, c. 23, a. 8; 1973, c. 22, a. 22; 1977, c. 39, a. 1.
- Contenu de l'avis. **8.** L'avis ci-dessus mentionné doit énoncer d'une manière intelligible l'objet proposé et porter la date à laquelle il est émis, avec mention de la qualité officielle du signataire. Cette mention fait preuve de cette qualité sans qu'il soit nécessaire de la prouver.
- S. R. 1964, c. 130, a. 8.

## SECTION V

### DES CHIENS

#### *Obligations des propriétaires de chiens*

- Déclaration. **9.** Sauf dans les territoires non organisés, le propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien, doit, dans les huit jours de l'acquisition, le déclarer au secrétaire-trésorier ou trésorier de la municipalité.
- Contenu. La déclaration doit énoncer les nom, prénoms, occupation et domicile du détenteur et toutes les indications requises pour établir l'identité de chaque chien, de même que tous autres renseignements exigés par les règlements municipaux.
- S. R. 1964, c. 130, a. 9.
- Permis. **10.** Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans le territoire d'une municipalité sans un permis

de cette dernière sous forme d'un jeton spécial d'identité attaché à ce chien. Ce permis ne doit être accordé par aucune municipalité pour un chien vicieux ou dangereux, pouvant étrangler les animaux de ferme.

S. R. 1964, c. 130, a. 10.

Territoire non organisé. **11.** Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans un territoire non organisé, entre le premier mai et le quinze décembre.

S. R. 1964, c. 130, a. 11.

Chien abattu. **12.** Toute personne peut abattre un chien trouvé errant en contravention à l'article 11.

S. R. 1964, c. 130, a. 12.

#### *Devoirs des municipalités*

Prévention des dommages. **13.** Toute corporation municipale doit, par une réglementation et une surveillance convenables, prévenir les dommages que les chiens errants peuvent causer.

S. R. 1964, c. 130, a. 13.

Observance de la loi. **14.** Toute corporation municipale est spécialement tenue de surveiller l'observance de la présente section; ses officiers et employés doivent rechercher et poursuivre toute infraction et enfermer ou abattre tout chien errant contrairement aux dispositions ci-dessus ou aux règlements municipaux.

S. R. 1964, c. 130, a. 14.

#### *Responsabilité des municipalités*

Domages. **15.** Toute corporation municipale est responsable des dommages causés par les chiens aux moutons ou autres animaux de ferme dans son territoire.

Indemnité. L'indemnité est restreinte aux trois quarts des dommages causés, à moins qu'ils ne soient imputables à la négligence de la corporation.

Exception. Aucune indemnité n'est due pour les dommages subis par des animaux errant sur la voie publique ou causés par un chien qui appartient au propriétaire ou gardien des animaux blessés ou que ce dernier laisse circuler sur sa ferme.

S. R. 1964, c. 130, a. 15.

Avis de réclamation. **16.** Avis écrit de toute réclamation en vertu de l'article 15 doit être donné au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité dans les six jours. Le défaut d'avis ne prive pas le réclamant de son recours s'il prouve qu'il a été empêché de le donner par des raisons suffisantes.

S. R. 1964, c. 130, a. 16.

Estimateurs. Objection. **17.** Les dommages sont évalués sans retard par un ou plusieurs estimateurs nommés par la corporation municipale. Ces estimateurs doivent déposer leur rapport au bureau de la corporation et cette dernière doit en transmettre sans délai une copie au réclamant. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification de ce dépôt, porter objection à la décision rendue au moyen d'une requête déposée au bureau de la corporation et accompagnée d'un cautionnement de dix dollars. Il lui est donné récépissé de ce cautionnement.

Arbitrage. La requête est soumise à trois arbitres, dont l'un est désigné par la corporation municipale, un autre par le réclamant et le troisième par les deux premiers ou, s'ils ne s'entendent pas, par un juge de la Cour provinciale, à la demande de l'un des intéressés. Les arbitres se prononcent à la majorité des voix, au moyen d'un certificat déposé au bureau de la corporation.

Pas d'appel. Cette décision est finale et sans appel.

Frais. Les frais d'arbitrage sont payés par la corporation, mais le cautionnement de dix dollars susmentionné est confisqué au profit de la corporation dans le cas où l'évaluation des dommages faite par les arbitres ne dépasse pas celle des estimateurs de plus de dix pour cent.

S. R. 1964, c. 130, a. 17; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 17, a. 2.

Poursuite. **18.** Si une corporation municipale ne nomme pas d'estimateurs, si ces derniers ne produisent pas de rapport dans le mois qui suit la réception de l'avis, si la corporation municipale ne désigne pas d'arbitre ou si les arbitres nommés ne rendent pas leur décision dans le même délai, le réclamant peut, dans les trois mois, prendre action devant un tribunal civil compétent.

S. R. 1964, c. 130, a. 18.

Recours de la corporation. **19.** La corporation responsable a recours, en remboursant des indemnités et des frais d'expertise et d'arbitrage qu'elle a été appelée à payer en vertu de la présente loi, à la suite des dommages causés par un chien, contre toute personne civilement responsable de ces dommages.

Dans le cas de dommages causés par un chien gardé en dehors de la municipalité, le même recours peut être exercé contre la corpora-

tion locale dans le territoire de laquelle ce chien est gardé, sauf à cette dernière le droit d'exercer le recours prévu ci-dessus.

S. R. 1964, c. 130, a. 19.

- Fonds spécial. **20.** Toute corporation municipale doit, pour faire face au paiement des indemnités et aux autres dépenses prévues par la présente section, constituer un fonds spécial au moyen d'une taxe annuelle imposée sur chaque chien gardé dans les limites de la municipalité, et de l'honoraire qu'elle peut fixer pour émettre le permis prévu à l'article 10. Les amendes, cautionnements et autres sommes perçues en vertu de la présente section, sont également versées à ce fonds.
- Surplus. Après l'expiration de chaque année financière, le conseil peut, par résolution, transporter au fonds général le surplus qui peut rester au fonds spécial après avoir fait provision pour toute réclamation ou dépense non réglée.
- Déficit. Si le fonds est insuffisant, la corporation doit parfaire à même ses fonds généraux et imposer, pour rembourser les sommes ainsi prélevées des fonds généraux, une taxe spéciale suffisante sur les chiens gardés dans la municipalité.
- Catégories de chiens. Pour l'imposition de tels taxes ou permis, la corporation municipale peut distinguer diverses catégories de chiens et imposer des taxes et permis différents pour chaque catégorie à raison de la race, de la taille, de l'âge, du sexe ou de la valeur du chien.

S. R. 1964, c. 130, a. 20.

### *Des contraventions*

- Amende. **21.** Toute infraction aux dispositions de la présente section rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinq à vingt-cinq dollars et des frais.

S. R. 1964, c. 130, a. 21.

## SECTION VI

### DES CHIENS VICIEUX

- Plainte. **22.** 1. Un juge de paix, sur plainte à lui faite qu'un chien est vicieux ou supposé attaqué d'hydrophobie, qu'il a l'habitude de courir sur les individus, ou sur les animaux, soit libres, soit attelés, hors de la propriété de son maître, peut, après avoir entendu les parties d'une manière sommaire, s'il est convaincu que la plainte est fondée, condamner avec dépens le propriétaire ou le possesseur de ce chien

à le faire enfermer pendant quarante jours, ou ordonner que ce chien soit tué.

Amende. 2. Si le propriétaire ou possesseur de ce chien le laisse libre, ou ne le tue pas, en contravention avec l'ordre du juge, il encourt une amende qui ne doit pas être plus d'un dollar par jour.

Chien abattu. 3. S'il est prouvé que ce chien a mordu quelque individu hors de la propriété de son maître, et qu'il est méchant, le juge de paix doit condamner le propriétaire ou le possesseur à le tuer.

Moutons étranglés. 4. Il est néanmoins permis de tuer un chien quand il n'est pas sur le terrain de son maître, si ce chien poursuit ou est réputé poursuivre et étrangler les moutons; ou de porter plainte devant un juge de paix, qui doit condamner le propriétaire à tuer ce chien et à payer les frais, sur le témoignage d'une personne digne de foi, sans préjudice du droit de réclamer les dommages causés par la perte des moutons.

S. R. 1964, c. 130, a. 22.

## SECTION VII

### DES ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES

Avis aux possesseurs. **23.** Toute personne peut requérir, par avis spécial, tout propriétaire ou possesseur de moutons, ou autres animaux domestiques, atteints ou affectés de la gale ou d'une autre maladie contagieuse, d'enfermer et d'isoler ces moutons ou autres animaux.

Forme. L'avis peut être signifié verbalement par le plaignant à ce propriétaire ou possesseur, en parlant à une personne raisonnable de la maison bâtie sur la terre où ces animaux se trouvent, ou au domicile de la personne qui les a pris en pacage en parlant à elle-même ou à une personne raisonnable de sa famille.

S. R. 1964, c. 130, a. 23.

Refus d'enfermer. Amende. **24.** Dans le cas de refus ou de négligence, un juge de paix peut, après l'avis donné, condamner le délinquant sur plainte appuyée du serment d'un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de la partie poursuivie, à une amende de cinquante centins pour chaque jour de refus ou de négligence d'enfermer et d'isoler tout animal atteint ou affecté de la gale ou d'une autre maladie contagieuse, en sus des frais et des dépens encourus pour obtenir tel jugement; ce jugement est rendu d'une manière sommaire.

S. R. 1964, c. 130, a. 24.



**SECTION VIII**  
**DES POURSUITES**

Poursuites pour infractions. **25.** Les poursuites pour infraction à la présente loi sont régies par la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15), y compris la partie II. Les poursuites pour amendes ou dommages doivent être commencées dans les trois mois qui suivent l'infraction.

S. R. 1964, c. 130, a. 25.

Amende. **26.** L'amende pour contravention est de cinq à cent dollars lorsque le montant n'en est pas fixé.

S. R. 1964, c. 130, a. 26.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 130 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-2 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 130**

**Chapitre A-2**

LOI DES ABUS PRÉ-  
JUDICIAIBLES À L'A-  
GRICULTURE

LOI SUR LES ABUS  
PRÉJUDICIAIBLES À  
L'AGRICULTURE

---

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 26

1 - 26

---

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

